

1 Voir : Федеральный закон от 03.12.2012 N 243-ФЗ «О внесении изменений в отдельные законодательные акты Российской Федерации по вопросам обязательного пенсионного страхования»// Собрание законодательства РФ. - 2012. - № 50 (ч. 5). Ст. 6966.

2 Voir : Федеральный закон от 12.11.2012 N 188-ФЗ «О внесении изменений в статью 261 Трудового кодекса Российской Федерации»// Собрание законодательства РФ. - 2012. - № 47. Ст. 6399.



En cette période où la crise économique perdure, voire s'aggrave, les législations et réglementations en matière sociale (protection sociale, sécurité du travail...) mises en œuvre dans la Fédération de Russie n'ont guère été couronnées de succès.

On assiste depuis à un retournement de politique qui s'identifie à un retour dans le passé.

I – Législations de la sécurité sociale

Le gouvernement a, récemment, annoncé que le système de retraite par capitalisation s'est révélé être un échec. Il a donc décidé de privilégier le système par répartition. Cette décision majeure a été provoquée par le déficit du Fond de pension.

Le système actuel par capitalisation reste encore en vigueur pour l'année 2013. À partir de 2014, il sera maintenu mais modifié en passant la cotisation de 6% à 2% de la masse salariale. Pour autant, les taux de cotisation globaux restent stables à 26% de la masse salariale, toujours à la charge de l'employeur.

Répartition des cotisations à partir de 2014¹

Salarié	Financement de la retraite par répartition	Financement de la retraite par capitalisation
Né à partir de 1967	24% du salaire	2% du salaire
Né jusqu'en 1966	26% du salaire	

II – Législation du travail

Extension des garanties complémentaires au salarié unique soutien de famille²

Des garanties complémentaires avaient été octroyées aux femmes salariées mère d'au moins un enfant âgé de moins de 3 ans.

Dorénavant, ces garanties sont étendues à l'un des deux parents salariés (homme ou femme), unique soutien de la famille, à condition que celle-ci soit composée de trois enfants mineurs dont un âgé de moins de 3 ans. Ces garanties bénéficieront également aux familles avec un enfant handicapé âgé de moins de 18 ans dont seulement l'un des deux parents travaille.

Quelles sont ces garanties complémentaires ?

Le salarié, unique soutien de famille, ne pourra pas être licencié par l'employeur, sauf, par exemple dans les cas spécifiques suivants : fermeture de l'entreprise, non-respect des obligations définies dans son contrat de travail, présentation de documents faux ou falsifiés à l'embauche...

Réglementation imposant une déclaration du patrimoine du chef d'entreprise

Dès le début de cette année 2013 et à condition que l'entreprise appartienne à l'État, son président est dans l'obligation de déclarer son patrimoine, celui de son conjoint et de ses enfants³.

Alourdissement des pénalités pour les entreprises ne respectant pas le quota d'emploi des handicapés⁴

Jusqu'au 7 mars 2013, les pénalités pour chaque emploi d'handicapé non respecté pouvaient s'élever jusqu'à 3 000 roubles⁵. À partir du 8 mars, les pénalités sont multipliées par plus de 3 pour atteindre jusqu'à 10 000 roubles⁶.

L'alourdissement conséquent de ces pénalités affecte également l'office du travail, organisme d'État en cas de refus d'accorder le statut de chômeur à un handicapé.

Évolution dans la délivrance de l'attestation du respect des règles de sécurité du poste de travail

Jusqu'au 26 février 2013, chaque poste de travail devait disposer d'une attestation de respect des règles de sécurité du travail.

À compter de cette date, une directive du Ministère de la Santé et du Développement Social⁷ a modifié cette règle en précisant quels postes de travail devaient se voir délivrer une telle attestation : tous les postes opérationnels et non plus les postes administratifs. Cette attestation doit être renouvelée tous les cinq ans pour les postes opérationnels reconnus comme dangereux.

En réduisant les coûts de délivrance des attestations, cette modification bénéficie aux entreprises.

III – Évolutions de la jurisprudence

- Décision de la Cour Suprême de la Fédération de Russie en matière de non-versement des cotisations de retraite par l'entreprise⁸

La Cour Suprême a décidé que les salariés des entreprises ne devaient pas être pénalisés en termes de versement des cotisations de retraite à la charge de l'employeur.

La décision de la Cour stipule que la période de non-versement des cotisations de retraite ne devait pas être retenue dans le calcul de la pension de retraite.

- Décision de la Cour Suprême de la Fédération de Russie de confirmation de la réalisation de l'audit sur les conditions et l'environnement de travail par une entreprise extérieure devant servir à l'établissement des attestations de respect des règles de sécurité des postes de travail⁹

Une entreprise a plaidé le fait qu'elle disposait des ressources et expertises internes pour réaliser cet audit ce qui permettrait de réaliser de sérieuses économies. La Cour a rejeté cette demande arguant que la réalisation de l'audit par une entreprise extérieure était un signe d'indépendance.

³ Voir : *Fédéralный закон от 29.12.2012 N 280-ФЗ «О внесении изменений в отдельные законодательные акты Российской Федерации в части создания прозрачного механизма оплаты труда руководителей государственных (муниципальных) учреждений и представления руководителями этих учреждений сведений о доходах, об имуществе и обязательствах имущественного характера»* // *Собрание законодательства РФ. – 2012. № 53 (ч. 1). Ст. 7605.*

⁴ Voir : *Fédéralный закон от 23.02.2013 N 11-ФЗ «О внесении изменений в отдельные законодательные акты Российской Федерации по вопросу квотирования рабочих мест для инвалидов»* // *Собрание законодательства РФ. – 2013. - № 8. Ст. 717.*

⁵ Approximativement 75 euros.

⁶ Approximativement 245 euros.

⁷ Voir : *Приказ Минтруда России от 12.12.2012 N 590н «О внесении изменений в Порядок проведения аттестации рабочих мест по условиям труда, утвержденный приказом Министерства здравоохранения и социального развития Российской Федерации от 26 апреля 2011 г. N 342н»* // *Российская газета. – 2013. 15 фев.*

⁸ Voir : *Постановление Пленума Верховного Суда РФ от 11.12.2012 № 30 «О практике рассмотрения судами дел, связанных с реализацией прав граждан на трудовые пенсии»* // *Бюллетень Верховного Суда РФ. – 2013. - № 2. URL: http://www.vsrfr.ru/vscourt_detale.php?id=8474 (29.04.2013).*

⁹ Voir : *Решение Верховного Суда РФ от 16.01.2013 N АКПИ12-1612 «Об оставлении без удовлетворения заявления о признании частично недействующим Порядка проведения аттестации рабочих мест по условиям труда»*. URL: <http://www.vsrfr.ru/storage/pdf.php?id=521910> (29.04.2013).